



APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIÉ N° 20/AUKSS/2023

**ELABORATION DU PLAN VERT DE LA VILLE DE SIDI SLIMANE
PROVINCE DE SIDI SLIMANE
(Lot unique)**

Réservé aux PME

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) notamment paragraphe 1 de l'article 19 et les paragraphes 1 et 3 de l'article 20.



Rue Lamhaned Kacem, Bir Rami Est. B.P 1356-Kénitra - الفينطرة 1356 - بني رامي الشرقية ص.ب 1356
Tél: 0537378503/10 - Fax : 0537378497 الهاتف: 0537378503/10 الفاكس:

Antenne Sidi Kacem- Tél: 0537590535 - Fax: 0537591358 ملحقة سيدي قاسم - الهاتف: 0537590535 الفاكس: 0537591358

Antenne Sidi Slimane- Tél/fax: 0537505548

ملحقة سيدي سليمان - الهاتف/الفاكس: 0537505548



PREAMBULE

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix séance publique conformément aux dispositions du décret N° 2-22-431 relatif aux marchés publics du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics notamment paragraphe 1 de l'article 19 et les paragraphes 1 et 3 de l'article 20.

Entre :

D'une part :

L'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane représentée par sa Directrice, **Madame Nahid HAMTAMI**, désignée ci-après par le terme "le maître d'ouvrage".

D'autre part :

Cas d'une personne morale

M.....en qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social.....Patente n°

Registre de commerce de.....Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)ouvert auprès de.....

Cas de personne physique

M.....

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)ouvert auprès de.....



Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

(Les références de la convention)

Membre 1 :

M.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital socialPatente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)ouvert auprès de.....

Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

.....

.....

Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et
coordonnateur de l'exécution de l'étude, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)

.....

Ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :



ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offre a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles sera effectuée l'étude de **l'élaboration du plan vert de la ville de Sidi Slimane**.

Il a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles cette étude sera effectuée par le contractant ainsi que les modalités de rémunération.

ARTICLE 2 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX

Les obligations du titulaire du marché découlant du présent appel d'offres résultent du présent CPS et des documents ci-après :

La loi n°12-90 relative à l'urbanisme et le décret n°2.92-832 du 14 octobre 1993 pris pour son application ;

1. Le dahir n°1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
2. Le dahir n°1-03-195 du 16 Ramadan 1424 (11/11/2003) portant promulgation de la loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
3. Le code général des impôts institué par la loi de finances 2006 tel qu'il a été modifié et complété lors de la loi des finances 2019 ;
4. Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
5. 6-Le dahir portant loi n° 1.93.51 du 22 Rabia 1 1414 (10 Septembre 1993), instituant les Agences Urbaines, notamment son article 3 ;
6. Le Dahir n° 1-85-437 du Rabia 2 1406 (20 décembre 1986) portant promulgation de la loi n° 30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) tel qu'il a été modifié et complété ;
7. 16- Le Décret n° 2.93.67 du 27 Rabia 2 1414 (21 Septembre 1993) pris pour l'application du dahir portant loi n° 1.93.51 du 22 Rabia 1 1414 (10 Septembre 1993), instituant les Agences Urbaines ;
8. Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
9. Le décret Royal n°330.66 du 10 Moharrem 1387 (21/4/1967) portant règlement général de la comptabilité publique, modifié par le dahir n° 1/77/629 du 25 Chaoual 1397 (9/10/1977) et complété par le décret n°2.79.512 du 26 Joumada II 1400 (12 mai 1980) tel que modifié et complété ;
10. Décret n° 2-19-599 du 1 er Safar (30 Septembre 2019) modifiant et complétant le décret n° 2-18-1009 pris pour l'application de la loi 17-99 relative au code des assurances ;
11. Le Décret n° 2.17.6342 du 11 Joumada 2 1439 (28 Février 2018) relatif au champ d'intervention des Agences Urbaines ;
12. Le Décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et aux intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
13. L'arrêté du Ministère des Finances et de la Privatisation n°2-3572 du 8 juin 2005 portant organisation financière et comptable des Agences Urbaines ;
14. L'arrêté du MEF n°1962-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
15. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO) passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret 2-01-2332 du 22 Rabii II 1423 (4 Juin 2002) ;
16. La Décision du Ministère des Finances et de la Privatisation n°212 DE/SPC du 06 Mai 2005 fixant les seuils des actes soumis aux visas des contrôleurs d'Etat des Agences Urbaines ;
17. L'ensemble des textes spéciaux et documents généraux relatifs aux prestations à effectuer, rendues applicables à la date de passation du marché ;
18. La circulaire 005/DUA/SI du 17 Janvier 1994 relative aux Plans d'aménagement ;

S'ajoutant à ces documents tous les textes législatifs et règlements en vigueur. Le contractant devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas déjà, il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 3 : PRESENTATION DE L'AIRE DE L'ETUDE

1- Cadre de l'étude :

L'espace vert constitue une partie intégrante en milieu urbain. C'est un endroit de mise en valeur et de structuration de la ville. Il permet l'articulation de ses différentes composantes (quartiers, lotissements, habitations) et l'atténuation de plusieurs contraintes d'ordres environnemental, social et économique. La crise pandémique Covid 19 a montré l'importance de ce type d'espaces pour la santé individuelle et collective.

Au regard des multiples services écosystémiques que procurent ces espaces en termes de préservation de l'environnement et de sentiment de bien-être, il est primordial de leur conférer une place centrale dans toute opération d'aménagement urbain.

Cependant, avec la croissance urbaine actuelle, marquée par une forte pression sur l'espace, le sort des milieux verts devient incertain, s'apprêtant, de plus en plus, à la dégradation, le délaissement voire la disparition, et par conséquent, l'atteinte à la qualité du cadre de vie devient certaine et inéluctable.

Au Maroc, comme dans d'autres pays en voie de développement, les villes souffrent en général d'un grand déficit en espaces verts, et quand ils existent, ils sont en deçà des besoins et des aspirations des habitants, leur qualité est souvent médiocre.

Face à cette situation, la mise en place d'un document de référence et d'orientation pour tous les intervenants en matière d'urbanisme est devenue pressante. Le plan vert de la ville de Sidi Slimane constituera alors un outil de planification proposant une vision cohérente et viable au niveau de l'ensemble des interactions en matière d'espaces verts.

2- Problématique de l'aire d'étude :

a- Introduction :

A l'instar des autres villes du Royaume, la ville Sidi Slimane a connu durant les dernières décennies, une importante expansion démographique et une urbanisation croissante engendrant un large déficit en espace vert. Ce dernier est généralement pensé en second lieu pour quelques espaces rares, ce qui les transforme en zones d'insécurité urbaine ou en de véritables dépotoirs.

La ville de Sidi Slimane connue, jadis, par sa richesse en milieux naturels (terrains agricoles, forêt, ...), subit aujourd'hui une dégradation accentuée menaçant son héritage naturel et paysager. Les quelques espaces existants sont inappropriés aux aspirations des habitants en matière d'aires de jeux, de sport ou simplement de détente ; encore faut-il s'arrêter sur les carences des moyens mobilisés pour leur gestion qui, à côté de leur médiocrité, souffrent d'un état de délaissement total au gré du temps et des pratiques anarchiques des usagers.

b- Genèse de la ville :

La naissance de la ville de Sidi Slimane est une résultante du fait colonial. Elle fut créée à l'initiative d'Henri Priou et d'autres colons entre 1915 et 1920 pour y fonder un centre d'exportation de céréales. A l'origine, le paysage urbain de Sidi Slimane ressemblait aux petits bourgs que bâtaient les européens pour développer leurs capitaux dans le secteur agricole et commercial.

Ce noyau, conçu selon les principes du modèle urbanistique de cité-jardin, se distingue par sa configuration spatiale, l'architecture coloniale de ses logements et son paysage verdoyant. La trame verte du quartier administratif, témoigne de l'importance accordée à l'espace vert par les cistes jardins de manière générale, et par le noyau initial de la ville de Sidi Slimane de façon spécifique.



c- Problématique spécifique :

La morphologie de la ville de Sidi Slimane est perçue selon deux grandes parties séparées par l'oued Beht :

- La partie Ouest caractérisée par des quartiers issus d'un processus d'urbanisation spontanée de quartiers insalubres. Ces derniers présentent une forme urbaine peu structurée ne disposant pas d'espaces verts ou publics conçus en tant que tels, les espaces vides à l'intérieur de ces quartiers leur donnent un aspect précaire et inachevé ;
- La partie Est de la ville est caractérisée par des quartiers tramés par une forme orthogonale. La densité y est moyenne voire faible notamment au niveau du quartier administratif. Ce quartier se distingue par la présence d'équipements administratifs avec jardin, offrant un aspect aéré et verdoyant de type « cité jardin ».

Toutefois, l'évolution qu'a connue la ville, a pris la forme d'une extension matérialisée par le développement de plusieurs quartiers informels. Les logements de ces quartiers sont édifiés au détriment des équipements et des espaces verts, ce qui ne permet pas d'offrir un cadre de vie de qualité à leurs habitants. Ce mode de développement urbain a conduit par ailleurs, à la dissipation de l'harmonie urbaine de la ville, la perte de son identité et la fragilisation de l'authenticité de son cachet paysager.

L'espace vert, omis du processus d'extension de la ville de Sidi Slimane, enregistre au jour d'aujourd'hui des taux et ratios alarmants. La surface occupée par la composante verte, espaces agricoles et de boisement exclus (54%), est insignifiante (0,28%) selon le SDAU. Elle souffre également d'une répartition déséquilibrée au sein de la ville avec une concentration marquée au centre administratif.

La diversification des typologies reste très faible avec la prédominance de celles à caractère spécifique comme les jardins privatifs ou celles à grand rayonnement, à l'image des espaces agricoles et boisés situés au centre et à la limite de la ville. Cependant, ces deux typologies ne sont pas adaptées à l'accueil du public et ne représentent pas des espaces de vie, de ressourcement ou de loisir quotidien pour la population de la ville.

Dans cette optique, l'Agence Urbaine de Kenitra-Sidi-Kacem-Sidi Slimane envisage de s'investir dans une recherche engagée d'une politique de réhabilitation du potentiel vert de la ville de Slimane, des moyens de coordonner les actions de verdissement dans toute la ville, mais, également, des solutions pour promouvoir sa qualité paysagère et environnementale ainsi que son entretien dans le temps. Il s'agit d'une étude qui cherche à réactiver la dynamique verte de la ville, retracer sa trame et définir les outils à mobiliser pour sa persistance et son développement.

3- Objectifs de l'étude :

Cette étude a pour objectif principal d'instaurer une politique de l'espace vert qui associe le végétal au développement du cadre urbain de la ville de Slimane. Une politique cohérente d'aménagement et de revalorisation environnementale. Laquelle se décline en une analyse des données du territoire en question, en des actions à mener, et en une définition de leurs modalités de mise en œuvre.

Ainsi les objectifs devront converger vers les axes essentiels suivants :

- La vision stratégique globale en matière d'aménagement des espaces verts dans la ville ;
- L'établissement d'un inventaire exhaustif et actualisé du capital vert, boisé et naturel ;
- L'analyse et le suivi de l'évolution des espaces verts dans la ville et l'étude des répercussions de la croissance urbaine sur ces derniers ;
- La mise en valeur de la qualité paysagère, architecturale et esthétique ;
- L'amélioration de la qualité du cadre de vie et du paysage urbain de la ville.



Ainsi, étant un document de référence, le plan vert permettra aux différents intervenants en matière d'urbanisme :

- La traduction des grandes lignes de la politique de verdissement à cours, moyen et long terme ;
- La mise à la disposition des différents services de la ville, des moyens d'assurer la cohérence de leurs actions de verdissement à travers un projet d'ensemble ;
- La réalisation des repères pour structurer et enrichir le paysage urbain, ce qui va permettre de mettre en place, progressivement, des projets dans le temps.

L'étude doit prévoir une démarche de partage des objectifs entre tous les acteurs intervenant dans la production du cadre de vie communal. Cette association des services et des élus, aussi bien dans la réflexion que dans les actions à entreprendre, demeure indispensable pour identifier les partenaires potentiels et définir les objectifs et les priorités de leurs actions.

Ce plan vert devra répondre à la nécessité d'intégrer les dynamiques en cours et de doter la ville de Sidi Slimane d'un instrument de gestion du territoire capable d'interpréter les potentialités et les valeurs environnementales de la ville et son écrin naturel, d'indiquer les projets d'aménagement, de requalification et de valorisation paysagère tout en répondant à une logique de cohérence territoriale.

Par ailleurs, et afin d'assurer l'homogénéité du projet et son intégration dans son environnement immédiat, il y aura lieu d'hiérarchiser les actions par ordre de priorité, tout en identifiant les moyens financiers et humains à mettre en œuvre, et en arrêtant un échéancier de réalisation.

4- Délimitation de l'aire de l'étude :

L'aire de l'étude du projet de Plan vert de la ville de Sidi Slimane, comprend le périmètre urbain de la ville et les territoires avec lesquels elle entretient une liaison spatio-fonctionnelle. L'aire d'intervention correspond au périmètre d'aménagement défini par le Plan d'aménagement de la ville en vigueur.



ARTICLE 4 : MISSIONS DU CONTRACTANT

L'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane envisage le déroulement de cette étude en (3) trois phases, à savoir :

- **Phase I** : Diagnostic Analyse et évaluation du potentiel vert existant
 - Sous-phase 1 : Rapport méthodologique
 - Sous phase 2 : Rapport Diagnostic Analyse et évaluation du potentiel vert existant
- **Phase II** : Plan vert de la ville de Sidi Slimane
- **Phase III** : Stratégie de gestion et d'exploitation

Phase I : Diagnostic Analyse et évaluation du potentiel vert existant

- Sous-phase 1 : Rapport méthodologique

Dans un délai d'un mois, à compter de la date de l'ordre du service de commencement de l'étude, le contractant procédera à l'élaboration du rapport méthodologique faisant ressortir :

- Le contexte de l'étude : il s'agit de présenter l'aire de l'étude en mettant l'accent sur sa composante verte ainsi que la relation qu'elle entretient avec l'espace urbain ;
- Le contexte administratif et législatif : présenter la situation de l'espace vert dans le contexte national et les différents acteurs concernées ainsi que leurs rôles ;
- La problématique détaillée, la méthodologie d'approche, ainsi que tous les détails nécessaires, les outils appropriés pour la bonne réalisation de l'étude (fiches d'identification et d'enquête, plan d'investigation, documents de référence, normes de classification, etc.), et le planning d'intervention de chaque membre de l'équipe.

Ce rapport sera remis à l'Agence Urbaine en (10) dix exemplaires en version provisoire pour les besoins d'instruction et de concertation, puis en (03) trois exemplaires, en version définitive, dûment repris en fonction des observations de l'Administration. Le rapport sera remis également sur support informatique (CD-ROM), sous format Word et PDF.

- Sous-phase 2 : Diagnostic Analyse et évaluation du potentiel vert existant

Après validation du rapport méthodologique, le contractant est appelé d'entamer une analyse historique de l'évolution des espaces verts corolaire à l'évolution spatiale de la ville de Sidi Slimane, ensuite, de s'arrêter sur l'état des lieux de la ville de Sidi Slimane en matière d'espaces verts en établissant un inventaire de ceux existants et ceux prévus par les documents d'urbanisme.

Cette première lecture est essentielle dans le sens qu'elle dégage les premiers indices négatifs et positifs pour la classification du parc vert de la ville et la connaissance de son potentiel actuel afin de repérer les grandes zones de dysfonctionnements et carences qui peuvent faire objet d'une intervention d'urgence à programmer.

Le champ d'investigation doit toucher les zones urbaines et périurbaines dans leurs diversités et définir les fonctions qui leur sont assignés en se basant sur un certain nombre de critères dont en particulier :

- La nature des espaces verts (concepts et typologies)
- La localisation (urbaine, périurbaine...)
- L'étendue des espaces verts (superficie, périmètre)
- Le statut juridique du foncier (privé, collectif...)
- Espaces publics potentiellement ou totalement aménagés.



Ceux-ci dits, le diagnostic-Analyse doit porter sur les études suivantes :

- **Répartition des espaces verts et naturels selon des séquences** : le contractant est amené à réaliser une étude de répartition des espaces verts et naturels au niveau de la ville. Le but est de classifier les besoins par nature et par secteur. En séquençant la ville en plusieurs entités morphologiques distinctes par des cartes thématiques, ce qui permettra d'identifier leur spécificité paysagère, urbanistique et sociale. Il s'agit de :
 - Déterminer et justifier le choix des séquences ;
 - Relever les espaces verts par séquence (surface, état ...) et selon les différentes échelles (séquence, lotissement, îlot ...) ;
 - Calculer le ratio d'espaces verts par séquence et par habitant dans un but de chiffrer le besoin.
- **Etude technique des espaces verts** : elle doit être menée dans le but de décortiquer, d'une manière exhaustive, les facteurs qui conditionnent l'implantation des arbres, les essences végétales et leur entretien en ce qui concerne :
 - L'état sanitaire des arbres et des plantes ;
 - La relation entre l'espace vert et le cycle d'eau ;
 - L'influence de la masse végétale sur le climat ;
 - La qualité de l'air et du sol ;
 - La définition des zones à grand intérêt écologique ;
 - Les dispositions réglementaires et législatives ainsi que techniques.
- **Etude paysagère** : la dimension paysagère des espaces verts et arbres d'alignement est essentielle pour orienter la conception et les options d'aménagement à envisager et, aussi, rectifier les anomalies relevées dans certaines zones.
- **Etude de la diversité écologique de la ville** : l'équilibre des écosystèmes dépend fortement de la présence et la répartition de la composante végétale. Le contractant se doit de :
 - Etudier la biodiversité végétale au niveau de la ville de Sidi Slimane et l'identifier, sur cartes, les espèces protégées et patrimoniales ainsi que les sites à sauvegarder ou à valoriser ;
 - Induire les mesures à prendre pour l'implantation et la sauvegarde future des espaces verts dans des conditions de développement durable (corridors écologiques ...).
- **Etude des modes de gestion des espaces verts** : il s'agit d'analyser et de déceler les problèmes et les anomalies ; de réfléchir aux moyens techniques, humains et financiers à mobiliser. Ceci passe par des rencontres entre gestionnaires locaux pour définir les compétences et proposer de nouveaux modes de gestion du parc vert.
- **Etude sociale** : la composante sociale est primordiale pour la réussite de toute action. Du fait que l'espace vert est un lieu d'incarnation collective, sa conception doit produire les besoins et les aspirations de la population selon la catégorie socioprofessionnelle et le groupe d'âge ;
- **Etude foncière** : La réalisation des espaces verts est inhérente à l'acquisition des terrains. L'étude de la situation foncière desdits terrains se doit de :
 - Identifier les divers problèmes fonciers qui entravent la mobilisation des terrains pour la réalisation des espaces verts.
 - Définir les moyens susceptibles de dépasser les contraintes liées au foncier.
 - Proposer des solutions pouvant faire l'objet d'un aménagement concerté.



- Evaluation des affectations en espaces verts par les documents d'urbanisme :

Le plan d'aménagement et schémas directeurs, représentent les outils réglementaires de programmation des espaces verts. Le contractant se doit à travers une étude détaillée des documents en vigueur de :

- Relater les orientations et dispositions des documents d'urbanisme en vigueur et en cours de réalisation en matière d'espace vert ;
- Analyser la répartition des espaces verts au niveau du PA selon leur typologie et selon la répartition de la population ;
- Evaluer la mise en œuvre des espaces verts programmés au niveau des documents d'urbanisme, en prenant en considération le taux de réalisation, les motifs de non réalisation, la réalisation d'espaces verts non programmés au niveau du PA, et les substitutions dans le cadre de dérogation... ;
- Dégager les mesures à prendre au niveau des documents d'urbanisme et les interventions à effectuer pour la préservation et l'amélioration des espaces verts.

- Normes et projections :

La programmation des espaces verts dépend de l'adoption de normes et du ratio d'espaces verts par habitant adopté. Le contractant devra proposer une grille normative spécifique à la ville de Sidi Slimane et cohérente avec ses caractéristiques dégagées de la partie analytique. La grille est le résultat d'un benchmark portant sur les normes promulguées par les législations nationales et internationales.

Un retour est pertinemment indiqué vers les préconisations internationales en matière de développement urbain, notamment, l'objectif n°11 du développement durable et le Nouvel Agenda Urbain. Elle doit être détaillée selon les échelles d'intervention et doit prendre en considération les facteurs suivants :

- La densité et le type du tissu urbain ;
- La structure démographique de la population (projection) ;
- La structure socioprofessionnelle ;
- Le niveau d'équipement en espace vert ;
- Le climat.

- Synthèse et orientations :

Le contractant devra restituer l'ensemble des conclusions relatives aux différentes analyses en mettant l'accent sur leurs croisements. Cette synthèse devra être présentée sous forme d'une analyse holistique et stratégique (AFOM) ou autre mettant en avant les points forts et les contraintes de l'espace vert au sein de la ville de Sidi Slimane.

Ce volet sera complété par une carte de synthèse qui reprend les grandes orientations et les lignes directrices du plan vert. La carte sera déclinée en orientations sectorielles relatives à chaque séquence permettant de mettre en réseau les éléments de la composante verte.

Cette phase doit être sanctionnée par un rapport qui sera remis à l'administration en (10) dix exemplaires en couleur sur support papier et numérique approprié à celui de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane pour instruction en concertation avec les membres du comité du suivi.

Après correction, les documents dûment corrigés seront remis à l'administration en (03) trois exemplaires sur support papier et numérique.



Phase II : Plan vert de la ville de Sidi Slimane et les berges d'Oued Baht

Dans cette phase, le contractant est appelé à élaborer le Plan Vert de la ville, spatialisant les options d'aménagement arrêtées suite aux séances de concertations. Ledit plan devra proposer des solutions, selon les réalités physiques et institutionnelles du territoire et les différentes anomalies et dysfonctionnements relevés dans la phase précédente.

Ce plan sera précédé d'un schéma de maillage qui définira les principes directeurs d'orientations, de requalification et de planification d'aménagement. Il portera sur :

- La stratégie globale cohérente à adopter ;
- La définition des typologies d'espaces à réhabiliter, à requalifier ou à créer ;
- La vocation des espaces redéfinis ;
- Les typologies d'espaces à adopter ainsi que leurs exigences en matière de caractéristiques du milieu d'implantation ;
- La définition des priorités d'action et la hiérarchisation des interventions.

Dans le cadre de ce plan vert, le contractant est appelé, aussi, à élaborer le plan d'aménagement des berges de l'oued Beht futur poumon de la ville, ainsi que l'aménagement d'un espace vert d'un quartier à identifier par l'étude dont le rayonnement peut être porté à l'échelle d'un secteur ou voire même de la ville toute entière. Le choix doit être argumenté et établi de concert avec l'administration.

L'ensemble de ces informations devront être présentées sous forme cartographique à l'échelle 1/5.000^{ème} ou à une échelle appropriée, pour le plan vert de la ville et au 1/1.000^{ème} ou à une échelle appropriée pour les plans d'aménagement ; et ce, accompagnée de rapports justificatifs expliquant les parties adoptées sur la base du diagnostic établi.

- Plan d'aménagement des espaces verts identifiés :

Il s'agit de l'édition d'un « Plan d'aménagement global des espaces verts identifiés de la ville de Sidi Slimane » sous format de plaque A3. Ce document devra comporter également :

- Plan de masse ;
- La composition du jardin ;
- Une note technique portant sur les techniques et mode de gestion retenus ;
- Les vues en 3D ;
- Mobilier urbain, etc... ;

Ces documents seront remis à l'administration en (10) dix exemplaires en couleur sur support papier et numérique approprié à celui de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem- Sidi Slimane pour instruction.

Après correction, le document dûment corrigé sera remis à l'administration en (03) trois exemplaires sur support papier et numérique.

Phase III : Stratégie de gestion et d'exploitation

Cette phase donnera lieu à des propositions de moyens de mise en œuvre et de gestion des espaces tels que convenus dans le Plan Vert.

Cette mission sera appuyée par des expériences nationales ou internationales de mise en œuvre et de gestion afin d'alimenter les réflexions lors des séances de concertations avec les différentes institutions concernées.

La mission se conclura par un rapport pouvant prendre forme d'une charte précisant :

- Les mesures de gestion nécessaires aux espaces recensés et établis dans le Plan Vert ;
- Les montages financiers des réalisations des espaces verts et d'alignements ;
- Les règles s'appliquant à la fois au privé, à l'administration publique et aux entreprises ;
- Des propositions de partenariat, de contractualisation et de modèles de gestion, etc.

Ce document sera remis à l'administration en (10) dix exemplaires en couleur sur support papier et numérique approprié à celui de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane pour instruction.

Après correction, le document dûment corrigé sera remis à l'administration en (03) trois exemplaires sur support papier et numérique.



ARTICLE 5 : COMPOSITION DE L'EQUIPE

L'étude sera menée par un chef de projet architecte ou architecte-paysagiste ou architecte-urbaniste ayant une bonne expérience dans le domaine des études des plan vert. Il devra faire appel à une équipe pluridisciplinaire composée d'experts et consultants suivants :

- Un urbaniste ;
- Un environnementaliste ;
- Un ingénieur en VRD ;
- Un juriste.

Le contractant peut éventuellement proposer d'autres profils qu'il juge nécessaires pour accomplir sa mission dans le cadre du présent marché issu de cet appel d'offres. A ce titre, un spécialiste SIG serait indispensable comme cadre d'appui.

Le chef de projet assurera la direction technique et l'animation des consultants et veillera à ce que toutes les tâches prévues dans chaque phase d'étude soient exécutées dans les délais prévus par le présent CPS. Il sera, en outre, chargé de diriger la présentation des travaux pendant les journées de consultations.

Les membres de l'équipe, dont le contractant, précisera la mission et la durée d'intervention dans sa soumission technique, interviendront ponctuellement et d'une manière coordonnée, en fonction des besoins impératifs de l'étude.

Article 6 : RENDUS ET DELAIS D'EXECUTION

La durée totale de l'étude sera de 370 mois (y compris 100 jours délai de correction). Le délai de réalisation ne tient pas compte du délai d'instruction réservé à l'AUKSS dont il est de 30 jours par phase. Le contractant s'engage à démarrer les études dès réception de l'ordre de service du commencement. Il devra respecter le planning du déroulement des travaux. Ceci dit, ce planning devra s'inscrire impérativement dans les délais partiels et définitifs imposés par le maître d'ouvrage et précisés ci-dessous :

Phase	Contenu	Délai du rendu	Délai de correction	Délai de validité des livrables	Nbre de copies
Phase 1 : Diagnostic- Analyse et évaluation du potentiel vert existant	<u>Sous-phase 1</u> : Rapport méthodologique <u>Sous-phase 2</u> : Rapport de diagnostic-analyse et évaluation du potentiel vert existant contenant : - Problématique, Contexte général, Analyse sectorielle, Synthèse générale, Recommandations et scénarii d'aménagement	15j + 105 j	10j + 30 j	30 jours (15 Jours par sous Phases)	- 10 copies du rapport provisoire + fichiers numériques (DVD) - 03 copies du rapport corrigés + fichiers numériques (DVD)
Phase 2 : Plan Vert de la ville de Sidi Slimane et les berges de l'oued Beht	Rapport justificatif du plan vert et les documents graphiques y afférents : - Rappel de la synthèse et des recommandations - Parti d'aménagement - Plan Vert de la ville de Slimane - Plan d'aménagement des berges de l'oued Beht - Plan d'aménagement d'un espace vert d'un quartier à identifier par l'étude	90 j	30 j	30 jours	- 10 copies du rapport provisoire + fichiers numériques (DVD) - 03 copies du rapport corrigés + fichiers numériques (DVD)



Phase 3 : Stratégie de gestion et d'exploitation	Rapport de la stratégie de gestion et d'exploitation : - Mesures et modèles de gestion ; - Montage financier ; - Propositions de partenariat ; - Propositions de contractualisation.	60 j	30 j	30 jours	- 10 copies du rapport provisoire + fichiers numériques (DVD) - 03 copies du rapport corrigés + fichiers numériques (DVD)
--	--	------	------	----------	--

Article 7 : CARACTERISTIQUES DES LIVRABLES

1- Rendu, textes et graphiques :

Le contractant aura à fournir :

- Les rapports en édition provisoire et les rapports en édition finale de chaque phase ;
- Les plans sous format d'une feuille de restitution avec cartouche et légende ;
- Le DVD comprenant les fichiers numériques constituant les documents écrits modifiables pour les textes, les tableaux et les graphiques, JPEG, PDF, PSD pour les images et schémas, un format arrêté d'un commun accord avec le maître d'ouvrage pour le dessin du plan (DWG, ...), et la version (SIG) avec une extension (Shp) de l'ensemble des plans.

L'impression des documents relatifs aux phases 1, 2 et 3, se fera en recto ou recto verso selon le choix, texte noir et couleur, photos et cartes en quadrichromie sur un support papier de bonne qualité. Le bureau d'études devra remettre les documents afférents à chaque phase en langue française.

2- Les versions des documents déposés par le contractant :

Chaque version doit avoir un code spécifique afin de distinguer entre les différentes versions (version provisoire, version corrigée, version définitive).

3- Numérisation du Plan vert et base de données (SIG) :

La dématérialisation du plan vert consiste à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour disposer sous forme numérique des documents graphiques et des textes qui le compose.

Le contractant devra remettre au maître d'ouvrage le Plan vert numérisé selon le cahier des charges de structuration des données à arrêter d'un commun accord avec le maître d'ouvrage.

Aussi, les documents établis pendant les trois phases de l'étude devront être construits sur une base de données (SIG) en proposant une méthodologie permettant leur exploitation et l'édition du document.

ARTICLE 8 : MONTANT DES PRESTATIONS

Le montant global du marché qui sera issu du présent appel d'offres, s'entend toutes taxes comprises. Il sera liquidé en fonction de la remise et de l'approbation des documents en pourcentage du montant total, comme précisé dans l'article 08 ci-dessus.

Les paiements seront effectués en dirham marocain et seront versés après réception du rapport corrigé suite aux différentes réunions de travail et de concertation. Ils se feront par virement au compte n° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès de.....

Le paiement sera effectué selon les modalités suivantes :

- Vingt-cinq pour cent (25%) du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, après remise, en version définitive, Rapport du diagnostic-Analyse et évaluation du potentiel vert existant;
- Trente-cinq pour cent (35%) du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, après remise, en version définitive, du plan Vert de la ville de Sidi Slimane et les berges de l'oued Beht ;
- Le reliquat du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, après remise, en version définitive, de la Stratégie de gestion et d'exploitation ;



- Les décomptes ne seront débloqués qu'après remise des documents repris en fonction des remarques éventuelles de l'Administration, et ce, selon le nombre de copies contractuelles.

ARTICLE 9 : APPROBATION ET VISA DU MARCHÉ

Le marché qui sera issu du présent appel d'offres, ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son visa par le Contrôleur d'Etat et notification de son approbation par le maître d'ouvrage.

L'approbation du marché qui sera issu du présent appel d'offres, doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum **de 60 jours** à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément à l'article 36 du décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Sans préjudice des dispositions de l'article 36 du présent décret, le maître d'ouvrage peut, le cas échéant, demandé à l'attributaire, de proroger la validité de son offre d'une durée supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. A cet effet, il lui fixe une date limite pour faire connaître sa réponse.

Cette demande doit être adressée à l'attributaire, avant l'expiration du délai de validité, par voie recommandée avec accusé de réception.

L'attributaire, dûment saisi, doit faire connaître sa réponse, par tout moyen pouvant donner date certaine, avant l'expiration de la date limite qui lui est impartie par le maître d'ouvrage.

Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

En cas d'absence de notification de l'approbation du marché qui sera issu du présent appel d'offres durant le délai imparti, du prorogé le cas échéant, le maître d'ouvrage établit un rapport explicitant les raisons qui ont conduit au non approbation ou au non notification du marché qui sera issu du présent appel d'offres. Ce rapport est versé dans le dossier du marché qui sera issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché qui sera issu du présent appel d'offres sont :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) dûment signé et paraphé ;
3. L'offre technique ;
4. Tout document mentionné comme pièce constitutive dans le cahier des prescriptions spéciales ou dans le cahier des prescriptions communes tels que plans, notes méthodologiques, notes de calcul, dossier de sondage, dossier géotechnique, liste et curriculum vitae du personnel affecté à la réalisation de la prestation ;
5. Le bordereau des prix global
6. La décomposition du montant global ;



7. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO) exécutés pour le compte de l'Etat approuvé par le Décret n° 2332-01-2 du 22 Rabia 1 1423 (4 juin 2002) ;

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché qui sera issu du présent appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 11 : DOMICILE DU CONTRACTANT

Le contractant devrait remplir les obligations qui lui sont imposées par le CCAG-EMO, toutes les notifications lui seront valablement faites dans les bureaux de l'adresse indiquée sur son acte d'engagement. Dans le cas où un changement de domiciliation serait intervenu, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention du changement du domicile.

ARTICLE 12 : RECEPTION PROVISOIRE

Les différents documents sont soumis à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le présent CPS. Ces vérifications sont effectuées par le maître d'ouvrage suivant les modalités prévues au présent CPS et au CCAG EMO.

Après vérification le maître d'ouvrage procédera :

- Soit à l'approbation du rapport, document ou produit sans réserve ;
- Soit invitera le titulaire à procéder à des corrections ou améliorations pour les rendre conformes aux exigences du cahier des prescriptions spéciales et aux règles de l'art ;
- Soit, le cas échéant, prononcera un refus motivé du rapport, document ou produit pour insuffisance grave dûment justifiée.

A l'issue de la procédure de vérification et/ou d'approbation des rapports, documents ou produits prévus, pour chaque phase partielle. Chaque réception partielle donne lieu à l'établissement par le maître d'ouvrage d'un procès-verbal dont une copie est notifiée au titulaire.

Après la dernière réception partielle, le maître d'ouvrage prononce la réception provisoire du marché qui sera issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 13 : RECEPTION DEFINITIVE

Etant donné qu'aucun délai de garantie n'est prévu pour cette prestation au niveau du CPS c'est la dernière réception partielle et la réception provisoire prononcées qui tient lieu de la réception définitive du marché qui sera issu du présent appel d'offres, et ce conformément aux dispositions 3 de l'article 49 du CCAG- EMO

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché qui sera issu du présent appel d'offres, il est précisé que :

La liquidation des sommes dues au contractant en exécution du marché qui sera issu du présent appel d'offres, sera opérée par les soins du maître d'ouvrage ;

L'autorité chargée de fournir au contractant ainsi qu'aux bénéficiaires du nantissement ou subrogation des renseignements et états prévus au dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics est le maître d'ouvrage ;

Les règlements prévus au marché qui sera issu du présent appel d'offres, seront effectués par le trésorier payeur de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du contractant ;

En application de l'article 11 du CCAG-EMO, alinéa 5, le maître d'ouvrage délivrera au contractant et à sa demande, et contre récépissé, un exemplaire du marché qui sera issu du présent appel d'offres, portant la mention « Exemplaire Unique » ;

Les frais de timbres de l'« Exemplaire Unique » sont à la charge du contractant.

ARTICLE 15 : NATURE DES PRIX

Le présent marché qui sera issu du présent appel d'offres, est à prix global. Le prix est établi et calculé sur la base de la décomposition du montant global annexée au présent cahier des prescriptions spéciales. Ce prix global couvre et rémunère l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché qui sera issu du présent appel d'offres, et telles qu'elles doivent être exécutées conformément à ce dernier.

Les prix du marché qui sera issu du présent appel d'offres, sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des études y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 16 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du Décret n° 2-22-431 du 15 chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres sont révisibles.

Le prix du marché sera révisable par application de la formule de révision des prix suivante :

$$P = PO [0,15 + 0,85 \left(\frac{ING}{ING 0} \right)]$$

Avec :

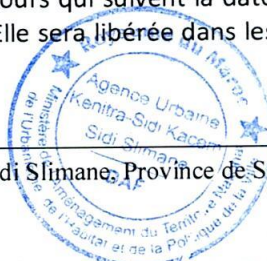
- P = Le montant hors taxe révisé de la prestation considérée.
- PO = Le montant initial hors taxe de cette même prestation.
- ING = La valeur de l'index global ingénierie du mois de la date d'exigibilité de la révision.
- ING 0 = La valeur de l'index global ingénierie du mois de la date limite de remise des offres.
- P
- = étant le coefficient de révision des prix.
- PO

Les règles de révisions des prix sont régies par l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 Novembre 2015).

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à 5 000,00 DH (Cinq mille dirhams), suite à l'Article 24 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 Mars 2023).

Il sera restitué au contractant dès la constitution et la présentation du cautionnement définitif. Ce montant est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi à la dizaine de dirhams supérieure. La constitution de cette dernière doit avoir lieu dans les trente (30) jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché qui résultera du présent appel d'offres. Elle sera libérée dans les trois mois suivant la réception définitive.



ARTICLE 18 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 10% sera opérée sur le montant de chaque décompte relatif aux études objet du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres. Cette retenue de garantie cesse de croître lorsqu'elle atteindra 7% du montant global du marché qui sera issu du présent appel d'offres, Elle sera remboursée après la réception définitive de l'ensemble des prestations et peut être valablement remplacée par une caution bancaire pour le même montant de la retenue de garantie.

ARTICLE 19 : ASSURANCE DU CONTRACTANT

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 13 chaâbane 1360 (06/09/1941) unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurance, de réassurance et de capitalisation, l'assurance des risques inhérents à l'objet du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres, doit être souscrite et gérée par une entreprise d'assurance agréée par le Ministère des Finances pour pratiquer au Maroc l'assurance dudit risque.

Le contractant est d'une façon générale responsable de tous les accidents matériels ou corporels pouvant lui être imputés du fait du personnel qu'il emploie, du matériel qu'il utilise et spécialement des fautes de la part de ses agents, représentants, sous-traitants, etc.

Le contractant doit souscrire les contrats suivants :

- Accidents de travail ;
- Risques de responsabilité civile.

ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres et d'enregistrement du marché qui sera issu du présent appel d'offres, résultant du présent appel d'offres sont à la charge du contractant.

ARTICLE 21 : SOUS-TRAITANCE

Après la signature du marché découlant du présent appel d'offres, le contractant peut en confier l'exécution d'une partie à un tiers, sous réserve de notifier à l'administration la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination et l'adresse des sous-traitants.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises du contractant prévues à l'article 27 du règlement précité.

ARTICLE 22 : PENALITES DE RETARD

Le montant de la pénalité pour le dépassement du délai d'exécution est fixé à 1/1000 du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, par jour calendaire de retard. Le montant total des pénalités est plafonné à 10% du montant initial du marché qui sera issu du présent appel d'offres,

Toutefois, le montant global des pénalités pour retard est limité à dix pour cent (10%) du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, en application de l'article 42 du C.C.A.G.E.M.O. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, le maître d'ouvrage est en droit de résilier le marché qui sera issu du présent appel d'offres, après mise en demeure préalable et sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO

ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHÉ



Pour toutes les conditions de résiliation du marché qui sera issu du présent appel d'offres, il sera fait en application des dispositions de l'article 52 du C.C.A.G.E.M.O. Par ailleurs, cette clause ne fera pas obstacle à l'application des autres cas prévus par le décret de 2-01-2332 du Rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maître d'œuvres, passés pour le compte de l'état (CCAG-EMO).

Aussi, et dans le cas où le Maître d'Ouvrage constate après examen des rapports des différentes phases de l'étude que le rendu ne répond pas aux exigences de l'étude, et n'honore pas les engagements que le contractant a initialement mentionné dans l'offre technique, la résiliation pur et simple du marché qui sera issu du présent appel d'offres, sera peut-être prononcée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON-RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10%), sera prélevée sur le montant hors taxes sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL

Le Contractant et son équipe se considèrent comme entièrement liés par le secret professionnel et s'engagent à n'utiliser les documents et renseignements auxquels ils auraient accès au cours de l'étude que dans la stricte mesure des nécessités de celles-ci.

Il est responsable de l'exécution professionnelle et correcte des études faisant l'objet du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres, dont l'Administration sera propriétaire.

ARTICLE 26 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maitre d'ouvrage s'engage, vis-à-vis du contractant, à :

- Mettre à sa disposition l'ensemble des données dont il dispose, nécessaires au bon déroulement des prestations en question (Plans d'aménagement et / ou Plans de restructuration des autres quartiers s'ils existent, etc.) ;
- Fournir les reconnaissances des lieux détaillées (les levés topographiques, les photographies aériennes et les plans de restitutions nécessaires à l'appréhension de l'aire de l'étude) ;
- Faciliter l'accès à toutes les informations et documents non commercialisés utiles à l'étude et dont disposent les différentes administrations et organismes au niveau local et central.

Ne sont pas concernés par ce paragraphe, les documents commercialisés par les administrations qui seront acquis et financés directement par le Contractant.

ARTICLE 27 : ARCHIVAGE DES DOCUMENTS

Le Contractant procédera à un archivage de tous les documents et données collectés et traités au cours de l'étude. Il restituera ces documents, tous les originaux et tous les négatifs ou fichiers des photographies, en fin d'étude, au maître d'ouvrage.

Il saisira tous les plans et données sur support informatique compatible avec celui du maitre d'ouvrage. L'ensemble des supports dûment répertoriés sera remis à la fin des études.

Pour des raisons de compatibilité avec le matériel informatique de l'Administration, les logiciels à utiliser seront choisis en concertation avec l'Administration avant le démarrage des études.

ARTICLE 28 : REGLEMENT DES LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché qui sera issu du présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.



Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux statuant en matière administrative.

ARTICLE 29 : AUTORISATIONS

Le maître d'ouvrage s'engage à mettre à la disposition du contractant les différentes autorisations et lettres d'introduction nécessaires à la collecte des données et à l'investigation sur le site.

ARTICLE 30 : DELAIS D'ACCEPTATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à faire part de ses observations au consultant sur les différents documents soit par note écrite soit au cours des réunions techniques, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des documents.

Tout démarrage de l'étude d'une mission sera conditionné par l'acceptation, sans réserve majeures, de la phase antérieure (mentionnées dans les comptes rendus de travail). Aussi, le maître d'ouvrage s'engage à procéder par écrit à l'approbation de chaque mission dans un délai maximum d'une semaine après la levée des réserves.

ARTICLE 31 : REDACTION DES NOTES ET DES PROJETS DE PROCES VERBAUX

Le Contractant aura la charge de dresser les projets de procès-verbaux de toutes les réunions et sorties liées au projet dans les 48 heures qui suivent la tenue de ces réunions ou sorties.

De même, il aura la charge de rédiger à la demande du maître d'ouvrage les notes de synthèse et de présentation du projet.

ARTICLE 32 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Une fois remis par le contractant, les rapports et documents de tous genres énumérés à l'article 7 deviennent la propriété exclusive du maître d'ouvrage, le contractant ne pourra en conséquence prétendre à l'exercice d'aucun droit patrimonial sur les résultats de l'étude, ni en partie ni en totalité, et à quelque titre que ce soit.

Le maître d'ouvrage pourra utiliser librement lesdits rapports et documents notamment pour faire d'autres études complémentaires ou connexes, soit par le consultant lui-même soit par un tiers.



ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL
DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE
AGENCE URBAINE DE KENITRA-SIDI KACEM-SIDI SLIMANE

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIÉ N° 20/AUKSS/2023

**ETUDE D'ÉLABORATION DU PLAN VERT DE LA VILLE DE SIDI SLIMANE
PROVINCE DE SIDI SLIMANE**

BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° du prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaire
1	ETUDE D'ÉLABORATION DU PLAN VERT DE LA VILLE DE SIDI SLIMANE, PROVINCE DE SIDI SLIMANE	
Total HT		
TVA 20%		
Total TTC		

Fait à : le :

(Cachet et signature du concurrent)



ROYAUME DU MAROC
 MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL
 DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE
 AGENCE URBAINE DE KENITRA-SIDI KACEM-SIDI SLIMANE

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIÉ N° 20/AUKSS/2023

**ELABORATION DU PLAN VERT DE LA VILLE DE SIDI SLIMANE
 PROVINCE DE SIDI SLIMANE**

- DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL -

N° de poste	Désignation	Quantités forfaitaires	Prix forfaitaires hors TVA	Total hors TVA par poste
1	Phase 1 : Rapport de Diagnostic-Analyse et évaluation du potentiel vert existant	F		
2	Phase 2 : Plan vert de la ville de Sidi Slimane et Aménagement des berges de l'Oued Beht	F		
3	Phase 3 : Rapport Stratégie de gestion et d'exploitation	F		
Total hors TVA			
Taux TVA (20%)			
Total TTC			

Fait à :le :

(Signature et cachet du concurrent)



Dernière page

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE N°20 /AUKSS/2023

**ELABORATION DU PLAN VERT DE LA VILLE DE SIDI SLIMANE
PROVINCE DE SIDI SLLIMANE**

Le Maître d'Ouvrage	Le Concurrent (Plus la mention lu et accepté manuscrite)
